

cerises

SPÉCIALCANCUN-SPÉCIALCANCUN-SPÉCIALCANCUN-SPÉCIALCANCUN-SPÉCIALCANCUN

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 88 - VENDREDI 3 DECEMBRE

LE MERLE MOQUEUR

Scoop Wikileaks : Nicolas Sarkozy aurait couru après un lapin dans son bureau de la place Beauvais en 2006. Sûr qu'avec des révélations pareilles, «l'agence de renseignement du peuple» comme on l'appelle, met la démocratie en danger. Surtout celle des lapins.

AGENDA

→ 3-5 déc. Paris

[Le féminisme à l'épreuve des mutations géopolitiques](#)

→ 3-5 déc. Nanterre

[3e Congrès du PGE](#)

→ 3 déc. Tours

[La lutte continue jusqu'à la relaxe](#)

→ 4 déc. De Cancun à Cancon

[Forum social et écologique national](#)

→ 4 déc. IdF

[Forum des résistances](#)

→ 8 déc. IdF

[OMOS : Les nouvelles générations et la politique](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Convergences et alternatives**

[Un nouveau bulletin](#)

→ **Service public de la culture**

[Réouverture de la Maison de la poésie](#)

→ **Monde**

[Co-écrire la Charte mondiale des Migrants](#)

→ **Spécial Cancun**

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ? POURTANT, ÇA CAILLE !

Les représentants des gouvernements sont réunis à Cancun pour la 16ème conférence mondiale sur le climat, organisée sous l'égide des Nations Unies.

Les saisons se modifient profondément : là où il pleuvait régulièrement se succèdent aujourd'hui des pluies dévastatrices et des sécheresses. Les scientifiques font des prévisions d'augmentation des températures globales et surtout locales qui accentueront ces dérèglements. Et on assiste aux premiers exodes liés au climat.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'HYPERLINK «http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_climat» \o «Histoire du climat» évolution du climat (GIEC) confirme qu'un seuil a été atteint et que les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont un impact majeur. Les conférences internationales se suivent et les constats sont de plus en plus appuyés et profonds.

Des objectifs sont énoncés (dont par exemple celui de diminuer de 50 % les émissions de carbone avant 2050), mais le refus des Etats les plus pollués (Etats-Unis, Australie, Chine...) de s'engager fermement pèse lourd. Les résultats des conférences sont jusqu'à présent très ambigus, personne n'assumant vraiment ses responsabilités. C'est pourquoi le pessimisme règne chez les observateurs et parmi les organisations issues de la société civile, avec lesquels nous dénonçons le manque de mesures concrètes et radicales devant l'urgence.

Le problème est que ceux qui décident aujourd'hui ne représentent pas les peuples mais des intérêts économiques et le monde de la finance, qui ne cessent de viser une croissance de la production, non pas pour répondre à des besoins prioritaires et fondamentaux, mais pour accumuler du capital.

Tout est bon pour jouer aux apprentis sorciers. On a inventé un marché du carbone, au nom d'un Mécanisme de développement propre (MPD) ; le protocole de Kyoto prévoit la possibilité pour les entreprises et les pays qui ont des objectifs de réduction d'émission des GES à atteindre, d'échanger des «Crédits». On peut tranquillement continuer à polluer, on peut continuer à dévaster les forêts, si on en a les moyens. On joue avec les énergies, les ressources, l'air et l'eau, nos biens communs, comme à la bourse-casino, même si cela entraîne l'appauvrissement des populations urbaines et paysannes, même si cela doit avoir des conséquences irrémédiables pour la planète et les générations futures.

Certains Etats, notamment en Europe, se réfugient derrière l'idée que la résolution des problèmes doit être avant tout globale. Au contraire, certaines organisations, telle Via Campesina, refusent d'attendre que tout soit résolu d'en haut, et se prononcent pour accorder une priorité à la mise en place de politiques locales, nationales voire régionales, en réalisant « 1 000 Cancun ». Non pour opposer les deux dimensions, mais pour démontrer les possibles au niveau local !

En France se tient ce 4 décembre un contre-sommet, à Cancon, dans le Lot et Garonne. Nous en serons !

● GILLES MONSILLON

Militant Alter Ekolo, membre de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE).

Cerises est édité par les
Communistes unitaires

contact.cerises@gmail.com

Noyaux de cerises : Gilles Alfonsi, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Arnaud Viviant.

BATAILLE MONDIALE À CANCUN : DIPLOMATIQUE OU POPULAIRE ?

Un an après l'échec de la conférence de Copenhague, peut-on attendre du sommet de Cancun autre chose qu'un compromis diplomatique insuffisant par rapport aux mesures nécessaires pour lutter contre le réchauffement climatique ?

La principale question posée à l'occasion du sommet de Cancun est-elle celle du résultat des batailles diplomatiques en cours, sur lesquelles tous les médias concentrent leur attention ? A certains égards oui, puisqu'il existe bel et bien des rapports de forces entre les principaux pays responsables des émissions de gaz à effet de serre (GES) et les Etats émergents, qui refusent de sacrifier leur développement économique et entendent que les nouveaux accords à arrêter avant la fin du protocole de Kyoto, en 2012, se situent dans la continuité de celui-ci. De fait, les médias sont tournés vers cette question : la communauté internationale

va-t-elle encore une fois être flouée par une entente des principaux Etats leaders de la planète, ou, cette fois, un compromis permettra-t-il d'éviter le regrettable affichage d'un nouvel échec ?

Du côté des acquis, comme le relève *Le Monde*, la communauté scientifique est très majoritairement convaincue de deux choses : primo, les activités humaines contribuent fortement au réchauffement climatique ; deuxio, la dangerosité du phénomène est multiple. Ainsi le quotidien souligne-t-il que si la connaissance du fonctionnement du climat terrestre n'est pas complète, les « données dont nous disposons sont suffisantes pour décider et orienter ». Plus largement, il faut souligner que les climato-sceptiques n'ont pas réussi à emporter la conviction profonde des politiques, ni celle des opinions publiques. Reste la question du rôle de l'ONU : réussira-t-elle à conserver la main, contre les tentations d'opérer en dehors du seul cadre international réunissant tous les pays et fonctionnant par (construction de) consensus ?

La Conférence des Parties (COP) de 2009 avait simplement « pris note » de l'accord.

Sur le fond, l'Accord énonce l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 2°C en 2100 (par rapport aux niveaux pré-industriels), mais il ne contient pas d'objectifs généraux concrets de réduction

des émissions de GES, ni à moyen terme (2020), ni à long terme (2050), ni au niveau mondial, ni pour l'ensemble des pays industrialisés. Chaque pays est appelé à être « volontaire » pour réduire ses émissions, et à doser sa contribution comme il l'entend. De fait, les

engagements pris depuis par pays – parmi lesquels la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud - sont pour la plupart conditionnels : ils s'appliqueront si un accord mondial juridiquement contraignant et impliquant les pays grands émetteurs

Du côté des pays riches, tout est bon pour éviter d'aller au-delà d'un accord confirmant l'objectif de limitation du réchauffement de la planète : ils ne veulent pas fixer des objectifs précis et contraignants de réduction des émissions de GES.

Repères

- 1992 : Adoption de la convention cadre des Nations-Unies sur le changement climatique, ratifiée par tous les pays.
- 1997 : Adoption du protocole de Kyoto, qui fixe l'objectif d'une réduction de 5,2 % des émissions de gaz à effet de serre avant 2010, par rapport aux émissions de 1990. Seuls les Etats-Unis n'ont pas ratifié l'accord.
- 2001 : Accord de 164 pays pour la mise en œuvre du protocole de Kyoto, qui entrera en vigueur en 2005 à la suite de sa ratification par la Russie.
- Déc. 2009 : Echec de la conférence de Copenhague, qui n'aboutit à aucune « Décision » (texte légal adopté par consensus) mais à un « Accord » non contraignant signé par 28 pays.
- Du 29 nov. au 10 déc. 2010 : 16ème Conférence des parties (CDP, une « partie » étant un Etat), à Cancun (Mexique), organisée par l'ONU.

RÉFÉRENCE À KYOTO OU À COPENHAGUE ?

L'accord de Copenhague, signé en décembre 2009, a certes une existence juridique : il est opposable aux Etats qui l'ont signé, soit seulement 28 pays au départ, représentant 78 % des émissions de GES, rejoints depuis par d'autres. Mais il n'est pas contraignant et ne constitue pas une « Décision » : il n'a pas caractère de traité international.



de GES est conclu.

L'année passée a consisté pour les pays pauvres et émergents à dépasser l'échec de Copenhague, en se situant dans l'esprit volontariste du protocole de Kyoto – dont ils souhaitent qu'il soit prorogé - pour proposer de nouveaux engagements et objectifs pour 2020 et 2050. Un bon indicateur du résultat de la conférence de Cancun concernera le statut des différents textes et l'intégration ou non des objectifs, globaux et précis à la fois, de réduction des émissions dans une « Décision ».

Plus concrètement, la reconnaissance de l'écart entre les objectifs incontournables pour des effets planétaires et les actions menées aujourd'hui constitue un enjeu clef. Il faudra examiner si des avancées auront eu lieu dans des domaines tels que la lutte contre la déforestation (enjeu important, car elle contribue fortement à l'accroissement de l'effet de serre), la mise en œuvre équitable de technologies propres pour tous ou les aides financières aux pays pauvres. Sur ce dernier point des questions de financement, les enjeux sont multiples : comment les cent milliards de dollars par an nécessaires aux pays pauvres d'ici 2020 pour « s'adapter au changement climatique » seront-ils réunis et contrôlés ? Quelles taxes (sur les transports ? sur les transactions financières ?) ? Comment assurer la transparence ? Quels outils ?

Pour le moment, de démonstrations de mauvaise foi en prétextes fumeux, tel que celui consistant à s'abriter derrière l'irresponsabilité américaine pour justifier

la remise en cause d'engagements déjà pris, le bal des hypocrites n'en finit pas. Il en est ainsi par exemple du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle Zélande, qui entendent se désengager, à la différence de l'Union européenne (qui devrait

Seule une alliance entre les spécialistes et les forces citoyennes, avec le soutien de l'opinion publique mondiale, peut changer la donne et imposer d'autres décisions internationales.

renforcer ses objectifs). Notons que l'attitude des Etats-Unis ne risque pas d'aller dans le bon sens, après la récente victoire électorale des républicains, adversaires farouches de politiques contraignantes. En fait, tout est bon pour éviter la question d'un accord global concrétisant l'objectif de limiter le réchauffement de la planète à 2°C en fixant des obligations de diminution des émissions de GES. Pendant ce temps, les spécialistes estiment qu'en l'état actuel des engagements des principaux pays émetteurs, le réchauffement moyen pourrait atteindre 3,5°C.

POIDS DE LA CHINE, EFFACEMENT DE L'EUROPE...

Un élément important de la conférence concernera nécessairement la position de la Chine, désormais second plus grand émetteur de GES par habitant, généralement pointée, avec les Etats-Unis, comme l'un des principaux responsables de l'échec de Copenhague. D'un côté, la Chine revendique son « droit au développement » et ne souhaite pas s'engager juridiquement sur de fortes réductions de ses émissions, pour ne pas entraver sa « croissance économique ». De l'autre, elle a bien une politique de réduction de ses émissions via le développement du nucléaire et des énergies renouvelables (dont le photovoltaïque), la rénovation de

ses centrales à charbon... tout en considérant que cette politique relève de sa stricte souveraineté nationale.

Il existe des interrogations sur l'avenir des convergences entre la Chine et les pays pauvres, associés au sein d'un groupe de 77 pays (groupe destiné à peser dans les négociations). Une partie de ces pays souhaite un objectif de réchauffement global à 1,5°C, au lieu de 2°C, soulignant qu'une hausse moyenne de 2°C au niveau de la planète signifierait des augmentations autour de 4°C sur leurs territoires. Or, la Chine n'est pas favorable à un tel objectif et elle s'est toujours opposée à l'inclusion dans un accord d'un objectif de réduction mondiale des GES de 50 % d'ici 2050 (et de 80 % pour les pays industrialisés) craignant que cela ne lui impose bientôt d'en faire autant.

Quant à l'Europe, espace de loin le plus engagé dans la lutte contre le réchauffement climatique, sa « politique climat » volontariste et globalement cohérente est minée par trois éléments contradictoires avec ses propres ambitions : l'introduction systématique de mécanismes de marchés dans des politiques environnementales (marché des Quotas de CO2, proposition d'un marché SOX-NOX – dioxydes de soufre et d'azote – refus d'une taxe carbone à l'échelle européenne), le lobbying des grands groupes industriels et une démarche totalement technocratique de la part de la Commission européenne. Résultat : l'Union européenne était venue à Copenhague munie d'engagements concrets, clairs et relativement ambitieux ; elle avait même proposé la première un chiffrage international pour aider les pays pauvres ; mais elle est sortie de Copenhague marginalisée, écartée, éclipsée. Redressera-t-elle la barre à Cancun ?

DEMAIN : UNE MOBILISATION POPULAIRE ?

À côté des résultats de la bataille diplomatique, une autre question est posée à l'occasion de la conférence de l'ONU : elle concerne le tournant nécessaire du côté des ONG et autres militants progressistes pour que la lutte contre les causes (et pas seulement les effets) du réchauffement climatique devienne une bataille populaire.

Tous les spécialistes savent maintenant qu'en l'état actuel des rapports de force internationaux, la prise en compte des enjeux environnementaux ne peut que rester insuffisante au regard des enjeux de la survie durable de la planète. Seule une alliance entre les spécialistes et les forces citoyennes, avec le soutien de l'opinion publique mondiale, peut changer la donne et imposer d'autres décisions internationales, contre le cynisme qui préside aux discussions. C'est aussi cela qui peut permettre d'opposer à la « croissance économique assise sur une inégalité sociale » une « économie écologique dont la sobriété suppose la jus-

stice sociale », idée développée par Hervé Kempf à laquelle nous pensons que les militants de la transformation sociale et écologique devraient adjoindre, d'une manière ou d'une autre, l'exigence de l'accès de tous aux droits fondamentaux, dont l'eau et l'énergie. Cela nécessite un débat sur les conditions d'une mobilisation qui ne soit pas seulement occasionnelle ni réservée de fait à des réseaux spécialisés. Comment faire que les forces sociales et politiques de gauche en deviennent réellement parties prenantes, jusqu'à développer des initiatives et des dynamiques unitaires ?

À l'heure où ces lignes sont écrites, les résultats des rapports de force entre Etats ne sont pas connus, et les spécialistes n'ont donc pas tiré les leçons de ce nouveau grand rendez-vous mondial. Quoi qu'il en soit précisément, on sait déjà que faire de la lutte équitable contre le réchauffement climatique et contre toutes les pollutions un enjeu de mobilisation populaire constitue une nécessité pour les partisans de la transformation de la société, faute de quoi la prochaine



conférence onusienne, dans un an en Afrique du Sud, aura, elle aussi, des résultats insuffisants.

● GILLES ALFONSI ET PHILIPPE STIERLIN

Engagements

Hervé Kempf : « La conférence de Copenhague a été un tournant, parce que, pour la première fois, dans l'arène du climat, y a émergé la société civile, sous le slogan de 'justice climatique'. Si un traité sur le climat est nécessaire, il ne pourra s'écrire que sous la pression populaire. C'est pourquoi, plutôt qu'à Cancun, où les diplomates ne feront que sauver les apparences, c'est dans les mouvements de protestation et de proposition qu'il faut chercher l'énergie de l'avenir. En France, c'est à Cancon (Lot-et-Garonne) qu'il faudra être le 4 décembre. Sur le Net, <http://blog.cancon2010.org>. S'y feront entendre ceux qui veulent 'changer le système, pas le climat' » (Le Monde du 1er décembre).

Pablo Solon, ambassadeur de Bolivie à New York et chef de la délégation bolivienne à Cancun : « Les pays développés ont beau continuer à parler de 2°C, nous n'avons pas vu quoi que ce soit entrepris pour limiter de façon conséquente le réchauffement global. (...) ce qu'il nous faudrait, ce sont des engagements fermes de la part de tous les pays développés. Mais si les Etats-Unis ne sont pas prêts à le faire, alors les autres pays industrialisés d'ores-et-déjà

parties prenantes du protocole de Kyoto doivent aller de l'avant sans les attendre. Tout simplement parce qu'il est préférable qu'il ne manque qu'une seule nation plutôt que toutes. » (L'Humanité du 29 novembre).

Petit rappel, concernant la France. Soi-disant preuve d'un engagement écolo sans faille, la France devait instituer une taxe carbone, impactant à la fois sur les particuliers et sur les entreprises, dont les industriels. Mais voilà, saisi par 60 députés et 60 sénateurs, le Conseil constitutionnel a censuré l'ensemble du dispositif voté. En effet, comme l'indique le Centre Interprofessionnel Technique d'Etudes de la Pollution Atmosphérique (CITEPA) : « Les exemptions auraient conduit à ce que 93 % des émissions d'origine industrielle, hors carburant, soient exonérées de contribution carbone. Moins de la moitié des émissions nationales de GES aurait été soumise à la contribution carbone. Celle-ci aurait donc porté sur les ménages ». Levant le voile sur une imposture du capitalisme vert (parmi d'autres), le Conseil constitutionnel a considéré que « les régimes d'exemption étaient contraires à l'objectif de lutte contre le réchauffement climatique et créaient une rupture caractérisée de l'égalité devant les charges publiques ».

PETIT MANUEL DES NÉGOCIATEURS DE CANCUN

Que vous soyez négociateur du Medef – infiltré dans la délégation française – ou de la Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique (FASE), Cerises-conseils© vous propose de réussir votre sommet de Cancun.

1 - LES OBJECTIFS ?

Vous êtes lobbyiste du Medef international: Souhaitez en public des débats généraux, et sans échéancier (ou alors très lointain). Parlez abondamment de vos intentions vertueuses, mais dans le futur. Posez de lourdes conditions préalables. Vous êtes activiste de la FASE : Défendez les textes, déclinés et précis, bornés dans le temps. Parlez d'engagement et d'actions. Comparez-les avec les actions déjà prévues, pour constater que vos interlocuteurs patronaux les revoient sans cesse à la baisse.

2 - LES CONTRAINTES ?

Vous êtes lobbyiste du Medef international: Soyez toujours l'ami de la liberté, l'adversaire des contraintes et des réglementations environnementales qui, naturellement, nuisent à la compétitivité économique et comportent des risques à associer les citoyens, les ONG. Préférez les contraintes qui pèsent sur les autres, et soulignez le besoin de responsabiliser individuellement les seuls citoyens, qui sont autant de clients.

Vous êtes activiste de la FASE : Soyez obsessionnel, en prônant l'adoption séance tenante et formelle des décisions (uniquement lorsqu'elles sont conformes à vos objectifs !). N'opposez pas responsabilité individuelle et responsabilité collective, mais distinguez-les.

3 - LE CHIFFRAGE ?

Vous êtes lobbyiste du Medef international : Ne vous engagez que sur les montants des autres. Si vous êtes contraints de chiffrer un projet, doublez les montants que cela vous coûtera. De même, ne donnez une année de référence que si vous y êtes forcés et négociez les dates au plus loin. Dans le pire des cas, imaginez reporter tout facture écologique sur les consommateurs plutôt que sur les actionnaires.

Vous êtes activiste de la FASE : Prévoyez de suivre les engagements de vos partenaires et proposez des mécanismes de sanctions en cas de non-respect des engagements. Lorsque le représentant du Medef proteste de sa bonne foi, proposez-lui de devenir bénévole au sein d'une ONG intervenant auprès de réfugiés climatiques ou de victimes d'accidents industriels.

4 - LOGIQUE

Vous êtes lobbyiste du Medef international : Si le représentant de la FASE demande à ce que l'objectif de limiter le réchauffement à 2°C soit concrétisé par un chiffrage des niveaux de réduction des émissions de GES, admettez qu'en effet c'est logique ; puis, si vous ne pouvez changer de sujet, parlez de « mécanismes de flexibilité. » Ou de « plans et mesures transitoires. »

Vous êtes activiste de la FASE : Si vous avez l'impression que, pour une fois, le représentant du Medef international est d'accord avec vous lorsque vous lui proposez, logiquement, de chiffrer les engagements de réduction des émissions de GES, arrêtez de rêver : chiffrer et listez !

6 - SIGNATURES

Vous êtes lobbyiste du Medef international: Au moment de signer, ayez toujours un café à la main et n'hésitez pas à le renverser par « inadvertance » sur les paragraphes les plus contraignants de la Décision proposée. Prétendez un avion à prendre et proposez, avec le sourire, un « rendez-vous d'étape » l'année prochaine. Si accord il y a, parlez de « difficultés de transposition », de « spécificités nationales ou locales. » Tapez sur les fonctionnaires de l'ONU et les fonctionnaires en général. Cherchez également dans l'Accord ce qui pourrait générer du business.

Vous êtes activiste de la FASE : Surveillez le représentant du Medef international qui a de fortes chances d'être muni d'un café lors de la séance de signatures. N'hésitez pas à lui faire manger votre chapeau, mais seulement après qu'il ait signé. Enfin, donnez-lui rendez-vous le mois prochain.

● CERISES-CONSEILS©



Jeu de rimes sur Tailler (*dans le social*), non - renverser (*le gouvernement*) !

→ **Régulation ?** Les sénateurs ont annulé vendredi 19 novembre deux articles du projet de budget pour 2011 qui avaient été ajoutés par les députés et qui visaient à limiter les parachutes dorés (retraites chapeaux et indemnités de départ.) « *Il n'appartient pas à l'État, et encore moins à la loi de finances, de définir la politique salariale ou quasi salariale des entreprises* », a justifié Philippe Marini, rapporteur UMP du budget. Il est vrai que le SMIC n'étant pas fixé par l'État..., il n'y a donc pas de raison de fixer des salaires et des montants maximums. Comme on le voit la régulation du capitalisme est en marche. Le MEDEF est satisfait. C'est l'essentiel.

→ **Vous avez dit «rigueur» ?** Le parlement allemand (Bundestag) vient de voter une série de mesures de «rigueur» - antisociales s'entend -, un budget à l'identique de celui qu'ont concocté UMP et MEDEF : mêmes profiteurs, mêmes politiques. Mêmes luttes aussi : non loin du Bundestag, devant la Porte de Brandebourg, les manifestants dénonçaient les collusions politiques et financières, Gregor Gysi pointait les injustices sociales criantes et les atteintes à la démocratie et rappelait qu'au moment de «*la crise financière le Parlement avait déniché en une semaine 480 milliards d'euros pour des banques privées (...), il est vrai qu'il ne s'agissait pas de justice sociale*». C'est bien le même système qu'il faut changer.

→ **Les nouvelles génération et la politique** La participation des jeunes au mouvement sur les retraites aura été un fait marquant des luttes des derniers mois. L'OMOS propose le 8 décembre à 18h30 une soirée d'échange pour comprendre la manière par laquelle les nouvelles générations abordent le fait politique : « les moins de trente-cinq ans n'abordent pas la vie politique comme les générations antérieures. Ni du point de vue de la manière de poser la question de la transformation sociale, ni des rapports aux faits institutionnels ou des organisations. De même, la radicalité ne s'exprime pas toujours par les mêmes canaux. » 29 rue Sambre et Meuse Paris 75010 (Station Colonel Fabien ou Belleville)

● M.KIINTZ ET PH. STIERLIN

La FASE, les Alternatifs et l'ACU vous invitent à une rencontre débat avec des militants associatifs et des syndicalistes...

RÉFORME DES RETRAITES : LES PERSPECTIVES OUVERTES PAR 6 MOIS DE MOBILISATION

La loi a été imposée par le gouvernement contre des millions de grévistes et de manifestants, et contre l'avis de 70 % des citoyen-ne-s.

Cette loi reste marquée par son illégitimité. Le succès remporté par l'appel pour l'organisation d'un référendum, les initiatives qui continuent de se déployer, démontrent que le peuple ne veut pas en rester là.

A partir de la question des retraites et de la contestation du projet de la droite, ce sont des enjeux encore plus profonds qui ont été soulevés par la mobilisation. Le problème est dans l'appropriation des richesses par une minorité de privilégiés. Mais le rapport pourrait changer entre temps contraint et temps libéré ; et la remise en cause de la place du travail a donné sens à cette mobilisation d'une ampleur historique.

Quelles peuvent être la portée et les conséquences d'un tel mouvement ? Quelles perspectives peuvent être construites ? Quels défis aujourd'hui pour les organisations associatives, syndicales et politiques ?

MARDI 14 DÉCEMBRE 2010 À 19H00

à l'AGECA 177 rue de Charonne 75011 Paris
M° Charonne ou Alexandre Dumas



BIENTÔT 300 000 !

**Signez l'appel
pour un référendum
sur les retraites**

Pour que le peuple décide !

www.referendumretraites.org

Appel initié par l'hebdomadaire Politis

Pour vos tracts, vos journaux, vos mels, votre site

Soutenez Regards

Une association, Presse et pluralisme, a été créée pour permettre aux lecteurs de devenir des partenaires du développement de leurs titres préférés. Vous pouvez donc effectuer des dons au profit exclusif de *Regards*, et bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 66 % du montant versé, dans la limite de 20 % du revenu imposable.

EXEMPLES	je donne...	...ça me coute
	30€	10€
	100€	33€
	300€	100€

Si vous souhaitez faire bénéficier le journal d'un don,
voici la marche à suivre

- ★ libeller votre versement à Presse et pluralisme / Regards
- ★ remplir le coupon ci-dessous
- ★ l'envoyer à Presse et pluralisme, TSA 32649, 91764 Palaiseau Cedex
- ★ votre reçu fiscal vous sera envoyé au moment de la déclaration d'impôt sur les revenus de 2010

Je fais un don de € au profit exclusif de Regards

Et je libelle mon chèque à l'ordre de : Presse et pluralisme / Regards

Je précise mes coordonnées

(afin que Presse et pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction d'impôt sur le revenu 2010, acquitté en 2011)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Courriel Téléphone

Coupon à compléter et à retourner, accompagné de votre chèque, exclusivement à :
Presse et pluralisme, TSA 32649, 91764 Palaiseau Cedex